



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

06/11/2025

Budget national et sécurité sociale : #ToutBloquer c'est Vital !

L'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale a débuté le 4 novembre à l'Assemblée nationale. Le gouvernement a pour objectif un budget drastique de la Sécurité sociale pour 2026 avec en ligne de mire son démantèlement:

*Un doublement des montants des franchises médicales⁽¹⁾ et des participations forfaitaires⁽²⁾, celles-ci avaient déjà été augmentées en 2024.

Dispositifs également étendus aux rendez-vous chez le chirurgien-dentiste, aux produits médicaux comme les lunettes, les béquilles et les pansements... Les plafonds annuels de ces franchises seraient aussi doublés passant de 50 à 100 euros. Le tout coutera 2,3 milliards d'euros aux travailleurs et seront accaparés par l'État.

Le gouvernement fait les poches des malades, des pauvres, des apprentis, des retraités, des travailleurs.

*Les autres dispositifs sont la réduction des indemnités journalières pour les personnes sous le régime d'affection longue durée⁽³⁾ ou encore la suppression de l'exonération des cotisations pour les apprentis.

*Plus largement le gouvernement propose également d'imposer les indemnités journalières perçues par les personnes en affection longue durée lorsqu'elles sont en arrêt de travail.

*Les montants des aides personnalisées au logement (APL) et des pensions de retraites gelés, au lieu de suivre le rythme de l'inflation.

La ministre de la Santé Stéphanie Rist assume : ce budget 2026 de la Sécurité sociale est « difficile »... « On a une responsabilité collective à faire que le trou de la Sécu, qui est à 23 milliards cette année, diminue l'année prochaine, car c'est comme cela que notre Sécurité sociale va pouvoir continuer à protéger les Français », a-t-elle déclaré.

Dans une tribune publiée dans le journal *Le Monde* des médecins s'inquiètent de ces mesures : « un accroissement assumé des inégalités sociales de santé qui retardent les prises en charge médicales des patients ayant de faibles revenus et coûtent finalement plus cher que l'économie visée de 2,3 milliards d'euros ». 45 % des Français déclarent d'ailleurs avoir renoncé à au moins un acte de soin, ces cinq dernières années, pour difficultés financières !

France Assos Santé, a également dénoncé ce budget « profondément injuste et inefficace ». « Il est urgent d'arrêter le braquage des malades et de commencer à s'attaquer aux causes structurelles des maladies chroniques, taxer et réglementer les industriels qui nous contaminent, négocier les coûts exorbitants des traitements contre le cancer imposés par les laboratoires pharmaceutiques », a aussi réagi violemment le collectif Cancer dans un communiqué.

Le gouvernement veut faire croire que le système de santé est en difficulté à cause des malades masquant ainsi la vraie cause de l'austérité et des cadeaux au patronat. Ces débats sur le budget de l'État et de la sécurité sociale ont mis en lumière la collusion du LR et du [RN sur un programme en faveur des riches et du patronat afin de supprimer certains impôts de production, réduire à peau de chagrin la taxe sur les holdings, abaisser le niveau de la surtaxe sur les grandes entreprises et limiter à deux semaines les arrêts maladie par un médecin de ville : une attaque majeure contre les travailleurs.](#)

Cirque parlementaire, négociations opaques, tractations avec le PS et déjeuner à Matignon avec Olivier Faure, les débats sur le budget 2026 ont lieu plus que jamais en coulisses. D'un bout à l'autre de l'examen du budget 2026. Lecornu dispose de tous les moyens pour imposer l'austérité en évitant un vote final sur le budget et le faire passer par ordonnances au bout de 70 jours. L'examen du budget de l'État s'arrêtera nécessairement le 23 novembre puis le texte passera au Sénat. Même si le texte est adopté et sa version amendée transmise au Sénat,

Gérard Larcher, président LR du Sénat, défenseur des intérêts patronaux a donné le ton: il enverra à la poubelle tous les amendements

Afin de mettre fin à toute cette mascarade : une riposte des travailleurs tous ensemble !

Les directions syndicales, des représentants du patronat et le gouvernement ont débuté la conférence sur les retraites et le travail. La CFDT applaudit et vole au secours du macronisme : « *Un cadre qui nous va bien* ».

Initialement prévue le 20 novembre, la conférence a été avancée au 4 novembre, une manœuvre de manière à faire coïncider le même jour que l'examen par l'Assemblée nationale du projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Le gouvernement macroniste relance le « dialogue social » dans le but de gagner du temps et calmer la colère dans le monde du travail. Le budget est taillé sur mesure pour satisfaire les classes dominantes et les multinationales, les coupes budgétaires brutales se préparent en coulisses. La quasi-totalité des directions syndicales ont choisi d'accepter le cadre fixé par Lecornu et ont participé à la première réunion de la Conférence Travail et Retraites du gouvernement. Le gouvernement tente de faire diversion pour faire passer le projet de Bayrou et le patronat d'août dernier. Le ministre du Travail Jean-Pierre Farandou a expliqué que la conférence a pour but d'être « *un lieu de débat, pas un lieu de négociation* » dans la perspective d'« *aboutir à l'été 2026 en espérant que les sujets sociaux soient au cœur du débat de la campagne présidentielle et pourront être tranchés par un vote démocratique.* » Des groupes de travail vont s'organiser afin de discuter du secteur public et du secteur privé. Au programme, des débats sur la retraite, le travail et l'emploi. L'objectif serait « *de conclure les travaux en... septembre 2026* » selon le journal patronal "les Echos".

Le principal syndicat du patronat, le Medef, a annoncé ne pas participer à cette conférence, montrant ainsi le caractère inutile des parolotes quand il faut, à ses yeux taper fort et vite sur les travailleurs. En revanche, toutes les directions syndicales du monde du travail étaient présentes : CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, FSU et enfin Solidaires. La CGT était absente, mais n'a pas rejeté sa participation déclare Sophie Binet : « *Je veux dire au ministre du Travail, que s'il souhaite la participation de la CGT, il faut que le calendrier, le contenu, les modalités, l'animation de cette fameuse conférence travail dont on ne sait rien, soit décidé et travaillé avec l'ensemble des organisations syndicales, y compris la CGT* ». Les directions syndicales s'apprentent à négocier de longs mois pour rien, sinon des reculs sociaux comme lors du conclave sur les retraites organisé par François Bayrou.

Loin d'établir un plan de bataille capable de mettre fin aux coupes budgétaires, à l'austérité dans la santé et dans l'éducation, les directions syndicales tentent une fois de plus de négocier avec le gouvernement macroniste plutôt que de défendre les travailleurs. Il est urgent de dénoncer cette impasse. Seule une intervention massive et déterminée de la classe ouvrière et le blocage de l'économie peut imposer au gouvernement la fin des politiques austéritaires, la retraite à 60 ans, cela implique d'abandonner les stratégies de démobilisation et de leurre de l'intersyndicale.

Arrêtons de s'adapter au cirque et calendrier parlementaire et à la discussion avec un gouvernement. Le mouvement ouvrier doit intervenir pour s'opposer aux offensives en cours. La colère existe pour faire tomber l'offensive austéritaire. Une colère non pas pour imposer des élections législatives ou présidentielles anticipées, comme le voudraient certains mais pour arracher nos revendications par la lutte de classes. Construire une puissante mobilisation dans les rues, les entreprises, les fac et les lycées, dont l'objectif central est d'en finir avec leur politique d'austérité. Dans la période historique présente la lutte au quotidien contre les empiètements du capital, afin de changer la situation est indispensable. « *Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure* » écrivait Marx en 1848. Sa participation au combat contre le capitalisme est décisive. La lutte contre le capitalisme exige le plus large rassemblement des travailleurs, notre union à tous est indispensable pour vaincre. Nous devons dans les luttes faire grandir l'idée que le changement de société est nécessaire et que cela passe par enlever l'appareil d'Etat aux capitalistes et à leurs représentants. C'est la condition indispensable pour construire une société au service du peuple en lui donnant des droits et des pouvoirs permettant d'intervenir à tous les niveaux économique, social, politique : une société socialiste débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

1. Les sommes qui restent à la charge des patients sur les boîtes de médicaments
2. Le reste à charge des consultations médicales
3. «non exonérante » : celle présentant une dépression légère ou des troubles musculosquelettiques, par exemple.